

Relations économiques avec les pays en voie de développement et problèmes d'endettement

Le Canada a défendu les intérêts des pays en voie de développement à tous les Sommets économiques. C'est un rôle qu'il assume de bonne grâce si l'on considère la qualité de son programme d'aide, les initiatives qu'il a prises au titre des remises de dettes aux pays les plus pauvres, et sa décision d'accorder sous forme de dons plutôt que de prêts son aide publique au développement. Le Canada joue un rôle de premier plan à cet égard en raison de son appartenance à de multiples instances, comme la Francophonie et le Commonwealth, dont certains des membres comptent sur le Canada pour les appuyer au Sommet économique.

Situation générale

Pour bon nombre de pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, les années 80 ont été une période de crise et d'appauvrissement. Le fardeau de la dette et le ralentissement de l'économie mondiale durant la première partie des années 80 ont intensifié dans certains pays les problèmes causés par une politique publique inadéquate, et ont rendu dans d'autres le processus d'ajustement encore plus difficile.

En revanche, il y a eu amélioration des conditions de vie dans un grand nombre de pays en développement ainsi que des progrès sensibles en ce qui concerne la production, les revenus et les principaux indicateurs sociaux. Cependant, dans les pays où la croissance économique a été relativement bonne, l'extrême pauvreté et les problèmes connexes sont toujours présents. Dans bon nombre de pays, les entraves au développement proviennent de la faiblesse des institutions, des insuffisances de l'infrastructure et de carences dans la mise en valeur des ressources humaines.

La disparité du développement est en train de changer la définition de ce que l'on a appelé jusqu'à maintenant le tiers monde. Celui-ci n'est plus un bloc monolithique, ni économiquement, ni politiquement. Les percées les plus remarquables ont eu lieu en Asie du sud-est. La Chine et l'Inde ont accéléré passablement leur développement agricole et industriel mais restent néanmoins des pays marqués par de fortes concentrations de pauvreté. En Amérique latine, les obstacles ont été nombreux : des politiques économiques déficientes, l'abus des emprunts commerciaux, la fuite des capitaux et des conditions de commerce défavorables. L'Afrique subsaharienne offre un tableau désolant avec un revenu par habitant qui, dans de nombreux cas, a chuté.

À court terme, les perspectives d'avenir pour les pays en développement ne sont guère rassurantes. Bien qu'ils aient vu le taux de croissance annuelle de leur Produit national brut (PNB) augmenter de 5 pour 100 durant les deux dernières décennies, ce qui représente une augmentation bien supérieure à celle des pays de l'OCDE, des facteurs démographiques ont ramené la croissance du revenu par habitant à environ 3,5 pour 100 en moyenne. En 1989, l'Asie a été la seule région où on a enregistré une croissance du revenu par habitant. Il s'agit là d'une situation alarmante si on la compare à celle des pays industrialisés qui connaissent une septième année de croissance, croissance qui toutefois, semble vouloir diminuer. Les prédictions pour 1990-1991 ne sont guère plus rassurantes.

Dans l'ensemble, les pays les moins avancés ont connu des problèmes structurels très difficiles sur lesquels se penchera en septembre, à Paris, la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

Une politique de coopération pour le développement dans les années 1990

Le cadre général de la coopération pour le développement dans les années 1990 a été défini par l'OCDE en fonction des trois objectifs suivants :

- encourager une croissance économique durable;
- favoriser une plus grande participation de l'ensemble de la population aux activités de production et un partage plus équitable du fruit de ces activités;
- assurer le respect de l'environnement et ralentir la croissance démographique dans les nombreux pays où elle nuit au développement durable.

L'OCDE constate que ce sont les pays en développement eux-mêmes qui, en dernier ressort, ont la responsabilité de leur développement. Plus particulièrement, c'est l'efficacité de leurs politiques et de leurs institutions qui constitue le facteur déterminant de leur succès ou de leur échec. L'aide extérieure ne peut venir qu'en appoint de leurs propres efforts de développement. C'est effectivement le point de vue des participants aux Sommets économiques, qui reconnaissent toutefois qu'une aide adéquate est indispensable et que, pour leur